

AU CŒUR DES MONDES DE L'AIDE INTERNATIONALE

Regards et postures ethnographiques

Marion Fresia et Philippe Lavigne Delville (dir.).

2018. Montpellier, Paris, Marseille: APAD, Karthala, IRD. ISBN 978-2-8111-1942-3. 362 p.

Texte: Sylvain Besençon, Université de Fribourg

À travers dix récits d'études ethnographiques, cet ouvrage propose une riche série de réflexions sur les environnements complexes dans lesquels évoluent les agent·e·s de développement. J'aimerais d'emblée souligner le mot *récit*, car c'est bel et bien de cela qu'il s'agit: en effet, les dix chapitres offrent pleinement l'espace aux auteur·e·s de présenter non seulement une partie de leurs résultats de recherche, mais aussi et surtout de faire le récit de leur «quête d'une posture critique empiriquement ancrée» (Fresia, 57) dans des milieux où l'accès au terrain pose de multiples problèmes et où les difficultés rencontrées peuvent paraître insurmontables. Les auteur·e·s questionnent, chacune à sa manière, les dynamiques quotidiennes des milieux institutionnels et bureaucratiques du développement, l'hétérogénéité de ces institutions qui définissent et mettent en œuvre l'aide internationale, et les discours et pratiques des acteur·trice·s impliqué·e·s, anthropologues inclus·es.

L'ouvrage s'ouvre sur une introduction qui propose une lumineuse, quoique parfois ardue, mise en perspective théorique des méandres bureaucratiques des institutions de l'aide internationale et des pratiques quotidiennes de leurs agent·e·s. Puis, les deux premières contributions sont celles de Marion Fresia (41-74) et Giulia Scalettaris (75-92) qui reviennent sur leur recherche sur le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Décrivant les multiples étapes qui ont marqué sa recherche au long cours, Fresia évoque comment ses différentes postures vis-à-vis de l'institution l'ont fait passer d'une vision d'«institution forteresse» homogène à celle de «véritable nébuleuse bureaucratique aux contours flous», bien plus ouverte à la critique académique qu'il n'y paraît. Ses questionnements sur la forte porosité des frontières entre le HCR et les milieux scientifiques trouvent un écho particulièrement saisissant dans la contribution de Scalettaris qui souligne, quant à elle, la complexité, l'ambiguïté mais aussi la proximité des discours critiques savants et des discours institutionnels.

C'est d'ailleurs ce continuum entre savoir académique et savoir expert qui est devenu son objet d'enquête après une longue «errance» dans cette «zone grise».

Les deux contributions suivantes, de la plume de Céline Ségalini (93-126) et de Julie Riegel (127-158), sont centrées sur des projets environnementaux au Sénégal. Ségalini évoque le moyen qu'elle a trouvé pour contourner les refus de collaborer des agents de l'administration locale et leur suspicion à son égard en s'intéressant plus particulièrement à leur propre précarité, sujet qui s'est finalement retrouvé au cœur de sa recherche. Dans la même veine, Riegel était partie pour étudier un projet au sein du bureau sénégalais de l'Union internationale pour la conservation de la nature, mais, au début du terrain, ce bureau a accusé une importante perte de financement et l'équipe s'est disloquée. Cet événement imprévu a alors orienté l'auteure vers l'étude de l'histoire de ce bureau en suivant les trajectoires des personnes qui y ont travaillé.

Le regard se tourne ensuite vers trois contributions qui mettent en lumière la complexité des rapports entre différents types d'intervenants. François Enten (159-184) et Mehdi Labzaé (185-214) se sont tous deux intéressés à l'Ethiopie, respectivement à la fabrique des chiffres liés aux programmes d'aide alimentaire de Médecins sans frontières et à un projet visant à renforcer les droits fonciers en milieu rural. Enten soulève notamment les différences entre le temps de l'humanitaire et celui de l'ethnographe:

pour l'un, un tempo prestissimo rythmé dans la hâte des séjours éclairs sur le «terrain», et une vision atomisée de la réalité, finalement recomposée autour des critères de l'action humanitaire. Pour l'autre, une durée prolongée en point d'orgue, forcément en décalage avec l'action, mais qui permet juste «d'être là» et d'englober méthodiquement ses contradictions et complexités. (167)

Labzaé décrit, quant à lui, l'incompréhension réciproque entre l'équipe d'expatrié·e·s en charge d'un projet d'aide et les fonctionnaires locaux et souligne ainsi la complexité des rapports au sein d'une même arène. Ce dernier point résonne dans la contribution d'Antoine Deligne (215-244) qui fait état de sa double posture de chercheur-anthropologue et d'intervenant en pointant les relations complexes et asymétriques entre les logiques des acteur·trice·s engagé·e·s dans des projets d'irrigation au Cambodge et celles de l'administration locale.

Enfin, l'ouvrage se termine avec trois contributions très originales qui soulèvent des enjeux plus spécifiques. La contribution de Philippe Lavigne Delville (245-274) présente les différents types d'engagement qui ont marqué sa recherche sur les politiques foncières au Bénin. Entre l'observation pure et la pleine participation, avec une vaste palette de postures hybrides entre deux, il revient sur son parcours tout en évoquant les controverses liées à des projets fonciers concurrents. La contribution suivante est celle d'Aurore Mansion (275-300) qui, à travers une étude centrée sur le Comité technique «Foncier et développement» de la Coopération française qu'elle qualifie d'«objet institutionnel non identifié», questionne l'influence et le rayonnement de ce comité sur les politiques françaises de l'aide. La dernière contribution est celle d'Oumarou Hamani (301-321) qui décrit sa quête à travers la bureaucratie du milieu judiciaire du Niger, en s'intéressant au fonctionnement de la justice malgré la nette insuffisance des moyens mis à disposition.

C'est ainsi que cet ouvrage s'adresse, à mon sens, à un double public académique: d'une part aux socio-anthropologues du développement et des organisations internationales, d'autre part aux étudiant·e·s et chercheur·euse·s débutant·e·s qui pourront profiter de la grande réflexivité des auteur·e·s quant à leur posture sur le terrain et aux difficultés rencontrées. Par contre, la complexité et la longueur des contributions seront sans doute un frein pour un public non académique. Commençons par le premier public qui se réjouira de trouver dans ces essais de brillantes analyses qui comblent un manque important dans la littérature francophone sur le sujet en donnant de multiples pistes de réflexion d'ordre épistémologique, méthodologique et éthique sur ces terrains imprégnés tout à la fois des idéologies, des représentations et du vocabulaire des organisations. Quant au deuxième public, il y trouvera des questionnements d'une grande acuité sur les quatre moments clés de la recherche anthropologique: «entrer, rester, sortir, écrire» (Lavigne Delville & Fresia, 334). Aux épineuses questions de posture, d'engagement, de restitution et de prise de distance par rapport à l'institution, à son champ lexical ou aux acteurs, les auteur·e·s répondent avec réflexivité et sincérité et révèlent la multitude de postures envisageables. De fait, l'ouvrage dans son ensemble peut être vu comme une réfutation des thèses de Tania Li qui

définit trois types de postures qu'elle suppose incompatibles: «l'anthropologie au service du développement programmé», «l'anthropologie comme engagement critique par rapport à la programmation» et «l'anthropologie comme étude de conjonctures historiques spécifiques, et des enjeux politiques qui s'en dégagent» (2013, 241). Or, chacune des contributions de cet ouvrage démontre que non seulement les postures hybrides sont tout à fait envisageables, mais qu'en outre une posture n'est jamais définitive et peut évoluer avec le temps. Comme l'écrit Lavigne Delville, «la question n'est pas celle de la bonne ou de la mauvaise position, mais, d'un point de vue réflexif, de savoir délimiter son objet, avoir conscience de ce que permet ou pas telle position ou telle posture, savoir en valoriser les atouts et en limiter les biais» (269).

Bien que les styles d'écriture et la façon de rendre compte des analyses varient grandement d'un chapitre à l'autre, l'ensemble de l'ouvrage renvoie un sentiment de cohésion. Certain·e·s lecteur·trice·s resteront peut-être sur leur faim quant au contenu de certaines contributions qui, selon les cas, présenteront soit trop de détails, soit pas assez. C'est en effet dans l'originalité de l'ouvrage que réside également son point faible: trouver l'équilibre entre les apports réflexifs et analytiques n'est pas évident et, s'il est vrai que les deux directeurs de l'ouvrage ont particulièrement maîtrisé cet exercice dans leur propre contribution, ce n'est pas le cas de toutes les contributions. Cette petite réserve est toutefois largement contrebalancée par la finesse des analyses proposées qui rendent ce recueil passionnant à lire.

RÉFÉRENCE

Li Tania. 2013. «Les engagements anthropologiques vis-à-vis du développement». *Anthropologie & développement* 37-38-39: 241-256.